



**Cahier de Clauses Techniques Particulières
(CCTP)**

Objet du marché

Base Navale de Brest (29)
Réhabilitation du Bassin 1
Travaux de Génie Civil et de reprise des terre-pleins

Mission de contrôle technique

S O M M A I R E :

1	DISPOSITIONS GENERALES	2
1.1	Objet du marché	2
1.2	Présentation de l'opération	2
1.3	Parties techniques	3
1.4	Intervenants	4
2	CONTENU DE LA MISSION DE CONTRÔLEUR TECHNIQUE	4
2.1	Mission	4
2.2	Déroulement	5
2.3	Délai d'exécution	5
2.4	Présentation des documents.....	5
2.5	Réunion	5
2.6	Divers	5

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent document concerne un marché pour une mission de contrôle technique dans le cadre de l'opération « **Travaux de Génie Civil et de reprise des terre-pleins pour la réhabilitation du Bassin 1 de la Base Navale de Brest** ».

A titre indicatif, le coût de marché de travaux est estimé par l'administration à 4 400 000 € HT.

1.2 Présentation de l'opération

Le Bassin n°1 est une forme de radoub en maçonnerie de pierres. Il est destiné à l'entretien des navires de petite taille de type Chasseurs de mines. La longueur de l'ouvrage est d'environ 120m, pour 22m de large, et une hauteur moyenne de 13m. La fermeture du bassin est faite par bateau porte.

Le site se présente comme suit (vue satellite) :

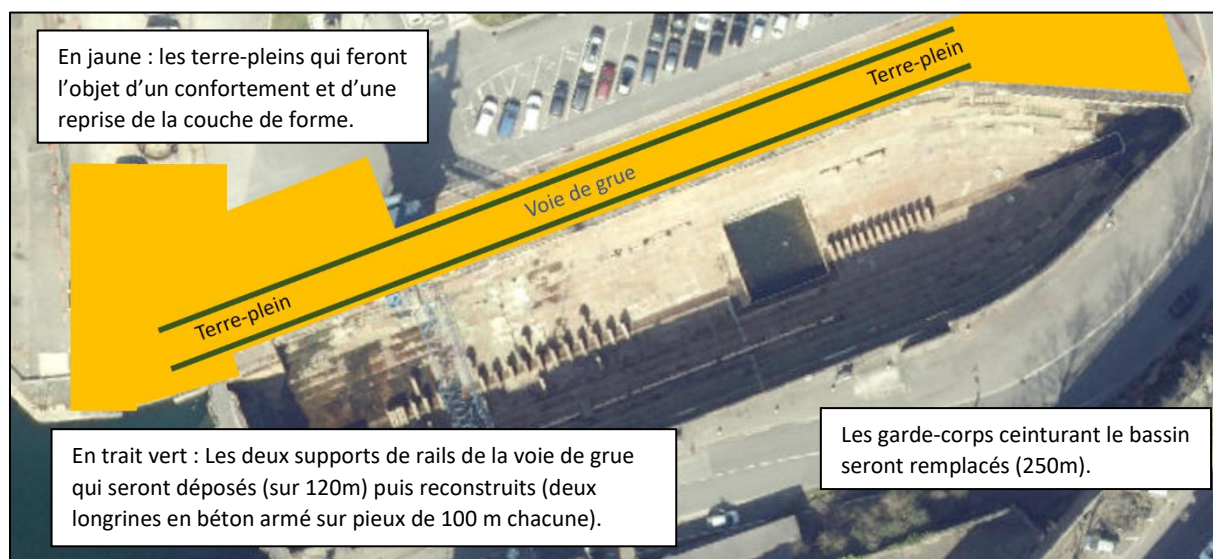


L'opération comprend les prestations suivantes :

- Travaux de confortement des terre-pleins de la zone Industrielle ;
- Démolition de la voie de grue actuelle ;
- La création d'une nouvelle voie de grue y compris ses fondations (longrines sur pieux) et la réalisation d'essais de qualification ;
- Remplacement des garde-corps périphériques du bassin 1 et délimitation physique de la zone I2P ;
- Travaux de génie-civil dans le bassin (nettoyage, rejointoiement, réparation de maçonnerie) ;
- Travaux de génie-civil des musoirs (nettoyage, rejointoiement, réparation des affouillements etc.).

Des travaux de réfection de la feuillure du bateau porte sont également prévus sur la même période.

Les travaux sont prévus comme suit :



1.3 Parties techniques

Les prestations du présent marché sont scindées en parties techniques (au sens de l'article 22 du CCAG-PI) définies ci-après :

Parties techniques		Contenu de la partie technique	Élément de maîtrise d'œuvre correspondant
Partie 1		Assistance à la passation des contrats de travaux	
	1.1	Examen des documents de conception relatifs aux études de projet / DCE.	PRO/ACT
	1.2	Etablissement d'un rapport initial de contrôle technique (RICT) .	
Partie 2		Réalisation des travaux	
	2.1	Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants.	VISA
	2.2	Examen sur chantier des travaux et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation des avis correspondants	DET
Partie 3		Réception des travaux	
	3.1	Etablissement d'un rapport final de contrôle technique avant la réception des travaux	AOR
	3.2	Etablissement d'un rapport de vérification initiale des installations électriques	

* définis dans le décret n° 93-1268 du 29.11.1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par les maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droits privé (JO du 01.12.1993)

La date de démarrage des différentes parties techniques sera prescrite par un ordre de service.

1.4 Intervenants

1.4.1 Conduite d'opération

La fonction de conducteur d'opération est assurée par le chef du bureau « Conduites d'opérations en Ouvrages Maritimes » de la division MPI du SID Atlantique, représenté par un ingénieur du bureau.

1.4.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le chef du Pôle « Maitrise d'œuvre en Ouvrages Maritimes » de la division « Maritime, Portuaire et Industrielle » du SID Atlantique, représenté par un chargé d'Affaires du pôle.

1.4.3 Coordonnateur SPS

Pour l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur SPS qui sera nommé ultérieurement.

1.4.4 Désignation d'un correspondant par le titulaire :

Le titulaire du marché est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des intervenants qu'il a désignés.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner les intervenants et au moins un remplaçant et de faire figurer leurs nom et références en annexe de l'acte d'engagement.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, l'accord de la personne publique sur l'identité du nouveau intervenant est formulé par décision écrite du représentant du pouvoir adjudicateur antérieurement à la passation de fonction.

2 CONTENU DE LA MISSION DE CONTRÔLEUR TECHNIQUE

Les principes généraux d'intervention du contrôleur technique sont définis par les articles R.111-29 à R. 111-42 du code de la construction et de l'habitation. Le contrôle technique intervient dans les conditions fixées par le CCTG/CT (notamment les articles 10, 11, 12 13 et l'annexe B) et la norme N.F.P 03-100.

Le contrôleur technique contribue à la prévention des aléas techniques pouvant être rencontré dans la réalisation des ouvrages.

2.1 Mission

2.1.1 Mission de base

Les missions du contrôleur technique se composent des deux missions de base suivantes :

- Mission L : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- Mission S : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions.

Ces missions de base sont définies dans l'annexe A de la norme N.F.P 03-100.

2.1.2 Mission complémentaires

Le contrôleur technique effectuera en outre les missions complémentaires suivantes :

- LE : solidité des existants.

2.2 Déroulement

Pendant l'exécution, l'examen des différents documents donnera lieu à des avis du titulaire.

Le titulaire produira une version du rapport final de contrôle technique (RFCT) :

- un mois avant la fin présumée du marché de travaux ;
- à la réception du marché de travaux ;
- à la levée de réserves.

Le titulaire produira un rapport particulier pour la vérification initiale des installations électriques et effectuera les mises à jour de ce rapport au fur et à mesure des levées de réserves.

2.3 Délai d'exécution

Les délais estimés pour chaque livrable sont fixés par l'ordre de service (OS) sans que ce délai puisse être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification de l'OS.

Chaque délai se termine le jour de la remise par le titulaire du document sanctionnant l'étude prescrite, établi conformément aux dispositions des clauses techniques.

2.4 Présentation des documents

Le titulaire remettra au conducteur d'opération les rapports provisoires et les avis en 1 exemplaire informatique (mail internet ou Clé USB) et 1 exemplaire papier.

Il remettra les rapports définitifs en 4 exemplaires papier.

A la fin de la partie technique, il remettra une Clé USB récapitulant de façon ordonnée tous les documents produits.

2.5 Réunion

Le titulaire participera aux réunions auxquelles il sera convoqué par le conducteur d'opération.

Les réunions de chantier se dérouleront **deux fois par mois**. Ces réunions pourront avoir lieu dans les locaux de l'administration ou bien sur le chantier.

Les pénalités pour absence sont précisées au CGAchats.

2.6 Divers

Le titulaire est tenu d'effectuer une inspection commune avec le coordonnateur SPS avant toute intervention.

Si le contrôleur technique ne reçoit pas les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il le signalera au conducteur d'opération.

Le contrôleur technique signalera au conducteur d'opération les essais qu'il estime nécessaires pour s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet.